

Consultation publique - éducation à la viabilité environnementale

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

Introduction

Le changement climatique, la dégradation de l'environnement et la perte de la biodiversité sont des problèmes majeurs pour l'Europe et le monde aujourd'hui. Dans le cadre du [pacte vert](#), l'Union prend des mesures pour lutter contre le changement climatique et encourager les citoyens à œuvrer en faveur d'une Europe plus verte et plus durable. L'éducation à la viabilité environnementale est un élément clé à cet égard, car elle aide les citoyens et les communautés locales à développer les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires à cette transition.

La Commission européenne s'est engagée à soutenir la coopération et les activités à l'échelon européen en matière d'éducation à la viabilité environnementale, notamment grâce au programme Erasmus + et à la stratégie en matière de compétences. Ce travail soutient également le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, en particulier l'objectif de développement durable 4 relatif à une éducation de qualité et inclusive, ainsi que la cible 4.7 qui vise à faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable et des modes de vie durables.

Pourquoi cette consultation?

La Commission européenne souhaite connaître les points de vue et les idées du public concernant l'éducation à la viabilité environnementale. Cette contribution sera utilisée pour préparer une proposition (recommandation du Conseil) qui devrait être adoptée par la Commission à l'automne 2021. La proposition sera ensuite transmise aux États membres de l'Union pour discussion et adoption par les ministres de l'éducation au Conseil de l'Union européenne.

Qui consultons-nous?

Pour cette consultation publique, nous aimerions en particulier avoir l'avis:

- Des jeunes
- Des éducateurs dans tous les secteurs de l'enseignement et de la formation: petite enfance, écoles, enseignement et formation professionnels, enseignement supérieur, apprentissage des adultes et enseignement non formel
- Des organisations non gouvernementales actives dans le domaine de l'environnement, de l'enseignement, de la justice climatique et de la protection des consommateurs
- Des organisations de volontariat actives dans le domaine de l'environnement et de l'enseignement

- Des chercheurs et universitaires travaillant sur l'éducation à la viabilité environnementale, l'éducation au changement climatique et l'éducation au développement durable, et les sujets connexes
- Des décideurs politiques à l'échelle nationale, régionale et locale

Les points de vue et les idées issus de cette consultation seront enrichis des contributions résultant des réunions d'organisations et de personnes concernées par l'enseignement, la formation et l'environnement; des recherches et données factuelles, notamment sur l'enseignement des STEM, l'éducation à la citoyenneté, le renforcement des compétences clés, et des travaux approfondis de l'Unesco sur l'éducation au développement durable, ainsi que des travaux d'autres organisations internationales.

C o m m e n t

p a r t i c i p e r ?

Si vous voulez participer à cette consultation, veuillez répondre aux dix questions de l'enquête, disponible en 23 langues.

Nous acceptons également les documents de prise de position (maximum 4 pages au format A4) sur l'éducation à la viabilité environnementale, au changement climatique et au développement durable.

Informations vous concernant

* Langue de votre contribution

- allemand
- anglais
- bulgare
- croate
- danois
- espagnol
- estonien
- finnois
- français
- grec
- hongrois
- irlandais
- italien
- letton
- lituanien
- maltais
- néerlandais
- polonais
- portugais
-

- roumain
- slovaque
- slovène
- suédois
- tchèque

* J'apporte ma contribution en tant que:

- Établissement universitaire/Institut de recherche
- Association d'entreprises
- Société/Organisation d'entreprises
- Organisation de défense des consommateurs
- Citoyen de l'Union européenne
- Organisation de protection de l'environnement
- Ressortissant(e) d'un pays tiers
- Organisation non gouvernementale (ONG)
- Autorité publique
- Organisation syndicale
- Autres

* Prénom

* Nom

* Courriel (ne sera pas publié)

* Champ d'activité

- International
- Local
- National
- Régional

* Niveau de gouvernance

Autorité locale

Agence locale

* Niveau de gouvernance

Parlement

Autorité

Agence

* Nom de l'organisation

255 caractère(s) maximum

* Taille de l'organisation

Micro (de 1 à 9 salariés)

Petite (de 10 à 49 salariés)

Moyenne (de 50 à 249 salariés)

Grande (250 salariés ou plus)

Numéro d'inscription au registre de transparence

255 caractère(s) maximum

Vérifiez si votre organisation est inscrite au [registre de transparence](#). Il s'agit d'une base de données dans laquelle s'inscrivent de leur plein gré les organisations cherchant à influencer sur le processus décisionnel de l'UE.

* Pays d'origine

Veillez indiquer votre pays d'origine ou celui de votre organisation.

Afghanistan

Estonie

Kiribati

République dominicaine

Afrique du Sud

Eswatini

Kosovo

Roumanie

Albanie

États-Unis

Koweït

Royaume-Uni

Algérie

Éthiopie

Laos

Russie

Allemagne

Fidji

La Réunion

Rwanda

Andorre

Finlande

Lesotho

Sahara occidental

Angola

France

Lettonie

Saint-

Anguilla

Gabon

Liban

Barthélemy

- Antarctique
- Antigua-et-Barbuda
- Arabie saoudite
- Argentine
- Arménie
- Aruba
- Australie
- Autriche
- Azerbaïdjan
- Bahamas
- Bahreïn
- Bangladesh
- Barbade
- Belgique
- Belize
- Bénin
- Bermudes
- Bhoutan
- Biélorussie
- Bolivie
- Gambie
- Géorgie
- Ghana
- Gibraltar
- Grèce
- Grenade
- Groenland
- Guadeloupe
- Guam
- Guatemala
- Guernesey
- Guinée
- Guinée-Bissau
- Guinée équatoriale
- Guyana
- Guyane
- Haïti
- Honduras
- Hong Kong
- Hongrie
- Liberia
- Libye
- Liechtenstein
- Lituanie
- Luxembourg
- Macao
- Macédoine du Nord
- Madagascar
- Malaisie
- Malawi
- Maldives
- Mali
- Malte
- Maroc
- Martinique
- Maurice
- Mauritanie
- Mayotte
- Mexique
- Micronésie
- Saint-Christophe-et-Niévès
- Sainte-Hélène, Ascension et Tristan da Cunha
- Sainte-Lucie
- Saint-Marin
- Saint-Martin
- Saint-Pierre-et-Miquelon
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Samoa
- Samoa américaines
- Sao Tomé-et-Principe
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour
- Sint-Maarten
- Slovaquie
- Slovénie
- Somalie
- Soudan
- Soudan du Sud

- Bonaire, Saint-Eustache et Saba
- Bosnie-Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei

- Bulgarie
- Burkina

- Burundi
- Cabo Verde
- Cambodge
- Cameroun

- Canada

- Chili

- Chine

- Chypre

- Clipperton

- Colombie

- Comores

- Île Bouvet
- Île Christmas
- Île de Man
- Île Norfolk
- Îles Åland

- Îles Caïmans
- Îles Cocos

- Îles Cook
- Îles Falkland
- Îles Féroé
- Îles Géorgie du Sud et Sandwich du Sud
- Îles Heard et McDonald

- Îles Mariannes du Nord
- Îles Marshall
- Îles mineures éloignées des États-Unis
- Îles Pitcairn
- Îles Salomon
-

- Moldavie
- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Montserrat

- Mozambique
- Myanmar /Birmanie
- Namibie
- Nauru
- Népal
- Nicaragua

- Niger

- Nigeria
- Niue
- Norvège

- Nouvelle-Calédonie
- Nouvelle-Zélande
- Oman

- Sri Lanka
- Suède
- Suisse
- Suriname
- Svalbard et Jan Mayen
- Syrie
- Tadjikistan
- Taïwan
- Tanzanie
- Tchad
- Tchéquie

- Terres australes et antarctiques françaises
- Territoire britannique de l'océan Indien
- Territoires palestiniens
- Thaïlande

- Timor-Oriental
- Togo
- Tokélaou

- Congo
- Corée du Nord
- Corée du Sud
- Costa Rica
- Côte-d'Ivoire
- Croatie
- Cuba
- Curaçao
- Danemark
- Djibouti
- Dominique
- Égypte
- El Salvador
- Émirats arabes unis
- Équateur
- Érythrée
- Espagne
- Îles Turks-et-Caïcos
- Îles Vierges américaines
- Îles Vierges britanniques
- Inde
- Indonésie
- Iran
- Iraq
- Irlande
- Islande
- Israël
- Italie
- Jamaïque
- Japon
- Jersey
- Jordanie
- Kazakhstan
- Kenya
- Kirghizstan
- Ouganda
- Ouzbékistan
- Pakistan
- Palaos
- Panama
- Papouasie - Nouvelle-Guinée
- Paraguay
- Pays-Bas
- Pérou
- Philippines
- Pologne
- Polynésie française
- Porto Rico
- Portugal
- Qatar
- République centrafricaine
- République démocratique du Congo
- Tonga
- Trinité-et-Tobago
- Tunisie
- Turkménistan
- Turquie
- Tuvalu
- Ukraine
- Uruguay
- Vanuatu
- Vatican.
- Venezuela
- Viêt Nam
- Wallis-et-Futuna
- Yémen
- Zambie
- Zimbabwe

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir d'autoriser la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre contribution. **Dans un souci de transparence, le type de répondant [par exemple «association d'entreprises», «organisation de défense des consommateurs» ou «citoyen(ne) de l'UE»], le pays d'origine, le nom et la taille de l'organisation, ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sont toujours publiés. Votre adresse électronique ne sera jamais publiée.** Veuillez choisir l'option en matière de protection de la vie privée qui vous convient le mieux. Options en matière de protection de la vie privée par défaut en fonction du type de répondant sélectionné

* Paramètres de confidentialité pour la publication de la contribution

La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

Anonymat

Le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, votre pays d'origine et votre contribution seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas publié. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite.

Publication

Votre nom, le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, votre pays d'origine et votre contribution seront publiés.

* Paramètres de confidentialité pour la publication de la contribution

La Commission publiera les réponses reçues à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir de consentir à la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme.

Anonymat

Publication des informations relatives à l'organisation uniquement: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés tels quels. Votre nom ne sera pas publié. Veuillez ne pas inclure de données à caractère personnel dans la contribution proprement dite si vous souhaitez rester anonyme.

Publication

Publication des informations relatives à l'organisation et au répondant: le type de répondant choisi pour répondre à la présente consultation, le nom de l'organisation au nom de laquelle vous répondez ainsi que son numéro d'inscription au registre de transparence, sa taille, son pays d'origine et votre contribution seront publiés. Votre nom sera également publié.

J'accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](#).

1. Selon vous, qui devrait aider les citoyens à comprendre la viabilité environnementale et à agir en sa faveur?

Veillez classer vos réponses par ordre d'importance:

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

	1 (proposition la moins pertinente)	2	3	4	5 (proposition la plus pertinente)
Les établissements d'enseignement et de formation (écoles, prestataires d'enseignement et de formation professionnels, établissements d'enseignement supérieur, enseignement non formel, etc.)	●	●	●	●	●
Les médias (actualités, programmes télévisés, réseaux sociaux, etc.)	●	●	●	●	●
La famille, les amis et autres contacts personnels	●	●	●	●	●
Les organisations communautaires et autres organisations sans but lucratif	●	●	●	●	●
Le gouvernement, les établissements publics	●	●	●	●	●

2. Parmi les éléments suivants, lesquels sont nécessaires pour encourager les personnes à agir en faveur de la viabilité environnementale?

pas plus de 3 choix

- Davantage d'informations sur les questions et défis environnementaux
- Davantage d'orientations sur la manière de changer les comportements et d'agir dans la vie quotidienne (par exemple, comment acheter des produits et services durables)
- Davantage de possibilités de participer à des projets de volontariat et de la communauté locale en matière de viabilité environnementale
- Davantage de possibilités de prendre part au processus de prise de décisions en matière de viabilité environnementale (par exemple, à l'échelon local ou national, ou encore à l'école ou dans l'enseignement supérieur)
- Davantage de possibilités de participer à des campagnes et d'entrer en contact avec d'autres personnes actives dans le domaine de la viabilité environnementale
- Une attention plus grande aux personnes et aux groupes qui sont actuellement sous-représentés dans des activités et actions en matière de viabilité environnementale
- Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre

Autres

100 caractère(s) maximum

3. Parmi les éléments suivants, lesquels sont nécessaires en matière d'éducation à l'environnement et à la viabilité?

pas plus de 3 choix

- Des méthodes d'apprentissage plus pratiques, y compris l'apprentissage à l'extérieur
- Davantage de possibilités pour les apprenants de déceler un problème qui les concerne et de travailler ensemble pour trouver des solutions
- Plus de connaissances en matière de changement climatique et de questions environnementales, y compris les aspects scientifiques
- Une attention plus grande aux compétences socio-émotionnelles, comme l'empathie envers les autres personnes, les animaux et la planète
- Une attention plus grande à la mise en relation de différents problèmes et thèmes relatifs à la viabilité, en tenant compte de diverses perspectives et en reconnaissant l'incertitude
- Davantage de possibilités d'acquérir des connaissances sur la viabilité environnementale en dehors de l'école, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement et de la formation professionnels (par exemple, au moyen de programmes extrascolaires, de projets communautaires)
- Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre

Autres

100 caractère(s) maximum

4. Quelles actions les établissements d'enseignement et de formation (écoles, enseignement supérieur, prestataires d'enseignement professionnel, centres de formation) doivent-ils mettre en place en ce qui concerne leur propre viabilité environnementale?

pas plus de 3 choix

- Revoir les possibilités d'apprentissage pour les étudiants et en créer de nouvelles
- Revoir les possibilités d'apprentissage pour le personnel et en créer de nouvelles
- Lancer des projets relatifs à l'environnement et au changement climatique
- Revoir les opérations comme la gestion des bâtiments et des sols, le recyclage, le transport, la passation de marchés publics, etc.
-

- Renforcer les liens avec les groupes locaux en matière de viabilité
- Promouvoir et échanger des bonnes pratiques avec d'autres établissements
- Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre

5. Comment les programmes d'études et les cours d'enseignement et de formation peuvent-ils être améliorés?

pas plus de 3 choix

- Les programmes d'études et les cours devraient être actualisés par l'ajout de la viabilité environnementale en tant que thème à la liste des matières spécifiques
- La viabilité environnementale devrait être enseignée en combinant différentes matières et disciplines, plutôt que comme thème ou module d'une matière unique
- L'évaluation et la mesure des résultats de l'apprentissage en matière de viabilité environnementale devraient être envisagées
- Les programmes d'études et les cours devraient être remaniés pour intégrer complètement la viabilité environnementale
- Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre

Autres

100 caractère(s) maximum

6. De quel type de soutien les éducateurs (enseignants, formateurs, personnel enseignant de l'enseignement supérieur, animateurs de jeunesse) ont-ils besoin en ce qui concerne la viabilité environnementale?

pas plus de 3 choix

- Des ressources et du matériel (par exemple, plans de leçon, jeux, quiz, possibilité d'inviter des intervenants)
- Des possibilités de perfectionnement professionnel (ateliers, orientations et tutorat, possibilités de travailler avec des acteurs de projets locaux, formation sur le lieu de travail, etc.)
- Plus de temps pour planifier et travailler avec des étudiants et pour collaborer avec des collègues en matière de viabilité environnementale
- Des incitations et une motivation pour en apprendre davantage sur la viabilité (par exemple, certification pour participer à des programmes de perfectionnement professionnel)
-

Des possibilités de collaborer avec des organisations travaillant sur des activités en matière de viabilité au sein de la communauté locale et la société au sens large

- Des possibilités d'emmener les apprenants sur le terrain pour un apprentissage et des activités pratiques
- Un soutien de l'administration et de la direction (par exemple, directeurs d'écoles ou d'établissements de l'enseignement supérieur)
- Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre

Autres

100 caractère(s) maximum

7. D'après votre expérience, les établissements d'enseignement et de formation (écoles, universités, établissements d'enseignement supérieur, centres de formation, etc.) travaillent-ils avec les communautés locales et la société au sens large sur des initiatives et programmes en matière de viabilité environnementale?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

7a. Si oui, à quelle fréquence?

- Souvent (de manière continue pendant toute l'année)
- Parfois (au moins une fois par semestre)
- Un peu (au moins une fois par an)
- Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre

7b. Quels sont les obstacles ou difficultés rencontrés lorsqu'il s'agit de travailler avec des organisations dans les communautés locales et la société au sens large?

pas plus de 3 choix

- Trouver des partenaires (organisations, entreprises, etc.)
- Mettre en place une coopération à plus long terme (par exemple, la coopération a tendance à se limiter à des événements uniques)
- Absence de financement pour les projets et partenariats
- Manque de temps dans un programme déjà complet
- Manque de temps pour entrer en contact avec les partenaires et instaurer une coopération

- Absence d'informations/d'orientations sur la manière de travailler avec des organisations externes
- Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre

8. Les jeunes ont un rôle crucial à jouer en tant que moteur du changement en matière de viabilité environnementale Comment l'Union et les États membres peuvent-ils leur donner les moyens d'agir?

pas plus de 3 choix

- Leur donner plus de possibilités de participer à des projets et initiatives environnementales de l'Union (par exemple, [Erasmus +](#), [corps européen de solidarité](#), [coalition «Éducation pour le climat»](#), [eTwinning](#), [pacte européen pour le climat](#), [alliance européenne pour l'apprentissage](#))
- Accroître la sensibilisation et la participation systématique des jeunes dans l'Union et dans des actions nationales en matière de viabilité environnementale (par exemple, dialogue, consultation, possibilités de retour d'informations, notamment au moyen d'applications, de jeux, de défis)
- Renforcer la confiance et améliorer les relations entre les jeunes et les décideurs
- Encourager les jeunes à proposer leurs propres idées, solutions et projets en matière de viabilité environnementale et les soutenir dans ce sens
- Soutenir l'inclusion des jeunes défavorisés dans des activités en matière de viabilité environnementale
- Organiser davantage d'activités intergénérationnelles pour soutenir la viabilité environnementale
- Mettre en place des régimes de récompenses (notamment pour reconnaître les bonnes pratiques/idées innovantes et sensibiliser à celles-ci)
- Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre

Autres

100 caractère(s) maximum

9. Comment les systèmes d'enseignement et de formation (par exemple, les autorités nationales, régionales et locales responsables de l'éducation) peuvent-ils soutenir au mieux l'éducation à la viabilité environnementale?

pas plus de 3 choix

Réviser les politiques et stratégies existantes en matière d'éducation à la viabilité environnementale, ou en élaborer de nouvelles (par exemple, en y incluant des environnements d'apprentissage, des programmes d'études, le perfectionnement professionnel et l'évaluation des éducateurs, des liens avec le marché de l'emploi)

- Inclure l'éducation à la viabilité environnementale dans les systèmes d'assurance-qualité (par exemple, inspection des écoles, autoévaluation, évaluation, indicateurs)
- Renforcer la collaboration entre les différents volets du système d'enseignement et de formation (par exemple entre l'enseignement formel et non formel, ou entre les écoles, l'enseignement et la formation professionnels et l'enseignement supérieur)
- Proposer davantage de possibilités et de mécanismes pour les personnes et les organisations, afin qu'elles puissent discuter et prendre des mesures en matière d'éducation à la viabilité environnementale (par exemple, des plateformes ou forums nationaux ou régionaux)
- Octroyer davantage de financement pour soutenir les établissements d'enseignement et de formation et le secteur informel dans la lutte contre les problèmes environnementaux et de viabilité
- Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre

Autres

50 caractère(s) maximum

10. Qu'est-ce qui devrait être mis en place à l'échelon européen pour soutenir les États membres en matière d'éducation à la viabilité environnementale?

pas plus de 3 choix

- Davantage d'échanges d'idées et d'expériences en matière d'éducation à la viabilité environnementale (notamment le partage d'exemples de projets et de politiques réussis)
- L'instauration de principes et d'un langage communs en matière d'éducation à la viabilité environnementale pour promouvoir davantage de coopération et de projets
- Le suivi et la mesure des avancées concernant la manière dont la viabilité environnementale est intégrée dans l'enseignement et la formation
-

Le soutien à l'élaboration de ressources/modules d'apprentissage en matière de viabilité environnementale

- Une meilleure publicité et une plus large diffusion des recherches, projets, campagnes, etc. financés par l'Union et couronnés de succès
- Des programmes de certification pour les aptitudes et compétences en matière de viabilité environnementale
- Plus de financement pour les projets et la recherche en matière d'éducation (par exemple, [Erasmus +](#), [le fonds social européen](#), [Horizon Europe](#)).
- Je ne sais pas/je préfère ne pas répondre

Si vous souhaitez fournir des informations supplémentaires (un document de prise de position ou un rapport, par exemple) ou soulever des points spécifiques qui ne sont pas abordés dans le questionnaire, vous pouvez télécharger votre/vos document(s) supplémentaire(s) ici (maximum 4 pages au format A4).

Seuls les fichiers du type pdf,txt,doc,docx,odt,rtf sont autorisés